



CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE

DÉLIBÉRATIONS

2025/12122025/29
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
076-267600450-20251212-12122025111-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 18/12/2025
Publication : 18/12/2025
Pour l'autorité compétente par délégation



Le 12 décembre 2025 à 14h34 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au C.C.A.S., 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Martine LELAIT, Madame Félicie RENON, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET, Madame Mireille VACHE-PICAT

Étaient représentés :

Monsieur Jean DE BEIR ayant donné pouvoir à Madame Marie DESBORDES
Madame Katherine COEUFF ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR
Madame Geneviève LARMARAUD ayant donné pouvoir à Madame Elisabeth ALAZARD
Madame Marie-Françoise MARCASSIN ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT
Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE,

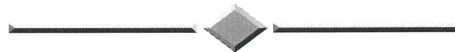
Étaient excusées :

Madame Zohra AMIMI, Madame Béatrice BOCHET, Madame Amèle MANSOURI

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 5 décembre 2025



DÉLIBÉRATIONS

2025/12122025/28
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20251212-12122025111-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/12/2025

Publication : 18/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



29 PLAN D'ACTIONS ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE NOVEMBRE 2025 – NOVEMBRE 2028 DE LA VILLE DE ROUEN ET DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN

MESDAMES, MESSIEURS,

Depuis la mutualisation, en date du 28 janvier 2022, les services ressources de la Ville de Rouen et de son C.C.A.S. fonctionnent en commun. La Direction des Ressources Humaines dans un souci d'homogénéité de sa politique souhaite intégrer le C.C.A.S. de Rouen au Plan d'Actions Égalité Femmes-Hommes.

Pour rappel, un plan d'actions égalité professionnelle doit être établi par l'autorité territoriale dans chaque collectivité territoriale de plus de 20 000 habitants, après consultation du Comité Social Territorial compétent. A défaut, une pénalité fixée à 1 % de la rémunération brute annuelle globale de l'ensemble des personnels de la collectivité est appliquée.

Elaboré pour trois ans, celui-ci définit la stratégie et les mesures destinées à réduire les écarts constatés dans les domaines suivants :

- 1) Evaluer, prévenir et, le cas échéant, traiter les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes,
- 2) Garantir l'égal accès des femmes et des hommes aux corps, cadres d'emplois, grades et emplois de la collectivité,
- 3) Favoriser l'articulation entre activité professionnelle et vie personnelle et familiale des agents,
- 4) Prévenir et traiter les discriminations, les actes de violence, de harcèlement moral ou sexuel ainsi que les agissements sexistes en interne.

Ce Plan d'Actions a fait l'objet d'une délibération sur son adoption au Conseil Municipal du 20 novembre 2025.

Le nouveau Plan d'Actions Égalité Professionnelle novembre 2025-novembre 2028 qui vous est présenté comprend notamment les propositions d'actions opérationnelles suivantes :

- Nommer un.e Chargé.e de mission qui assurera la coordination de la politique d'égalité professionnelle à la Direction des Ressources Humaines,
- Créer et animer un réseau de référent.e.s égalité professionnelle à la Ville de Rouen, ressources et relais de proximité sur la question dans les Directions,
- Construire un guide des bonnes pratiques de recrutement à destination de l'ensemble des agents participant à une procédure de recrutement,
- Etablir un plan d'adaptation de notre patrimoine et de nos équipements professionnels au personnel féminin,
- Former l'ensemble des encadrant.e.s à la lutte contre les violences sexistes et sexuelles au travail ainsi que l'ensemble des agent.e.s d'une direction/structure municipale pilote,
- Créer un support de présentation du dispositif de signalement et assurer sa diffusion à l'ensemble des agent.e.s,
- Prendre en compte le genre dans les actions visant l'amélioration de la santé au travail,
- Organiser une formation à destination des encadrant.e.s "Comment garantir l'égalité professionnelle en tant qu'encadrant.e",

DÉLIBÉRATIONS

2025/12122025/29
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20251212-12122025111-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/12/2025
Publication : 18/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

- Elaborer un guide d'information/communication sur la parentalité, l'articulation des temps de vie et l'impact sur la carrière et la retraite des différents aménagements du temps de travail.



Le dernier calcul de l'index égalité professionnelle (art.9 de la Loi du 19 juillet 2023) marqué par l'obtention de la note de 97/100 pour l'année 2025 (sur les données 2024) confirme les progrès réalisés depuis plusieurs années et positionne la Ville de Rouen parmi les collectivités exemplaires sur le sujet. Dans la continuité de ces résultats positifs, ce nouveau Plan d'Actions ambitieux vient réaffirmer l'engagement de la Ville de Rouen et de son C.C.A.S., ainsi que leur volonté de poursuivre le travail pour une égalité réelle entre les agentes et les agents.

Ledit Plan d'Actions Egalité Professionnelle 2025-2028 est annexé à la présente délibération.

Le Conseil d'Administration est invité à prendre acte du Plan d'Actions Égalité Professionnelle novembre 2025-novembre 2028 de la Ville de Rouen et du Centre Communal d'Action Sociale qui lui est présenté en annexe.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU les Articles L. 2311-1-2 et D.2311-16 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'Article R123-20 et les suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU l'Article 80 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la Fonction Publique,

VU le Décret n° 2020-528 du 4 mai 2020,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen en date du 28 janvier 2022 relative à l'avenant à la convention de services communs entre la Ville de Rouen et le C.C.A.S. de Rouen,

CONSIDÉRANT que la Ville et le C.C.A.S. de Rouen sont engagés à travers un plan d'actions pour l'égalité entre les femmes et les hommes,

CONSIDÉRANT que la Ville et le C.C.A.S. de Rouen, dans le respect de leurs obligations légales, souhaitent poursuivre et renforcer leur action en matière d'égalité professionnelle.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, prend acte du Plan d'Actions Égalité Professionnelle novembre 2025-novembre 2028 de la Ville de Rouen et du Centre Communal d'Action Sociale qui lui est présenté en annexe.

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation
Vanessa RAPITEAU
Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.